

d'œil, l'ouvrage est aussi moins populaire que l'on s'y attendrait d'après son titre. Le peuple est bien sûr présent, à travers les conditions de vie des quartiers insalubres, les épidémies ou les industries, mais il cohabite avec une multitude de personnages qui, de Postuminus à Dreyfus (largement évoqué), n'ont qu'un rapport distendu ou indirect avec la plèbe locale. Et si les figures peu populaires du docteur Toulmouche ou de Louise Bodin, « la bolchévik aux bijoux », servent utilement à parler des milieux modestes sur lesquels ils se sont penchés, on est plus étonné de voir que La Chalotais ne soit « que » le résistant à la fiscalité royale, et non l'auteur d'un essai d'éducation nationale dans lequel il clamait son refus d'instruire le peuple. Quant à Le Chapelier, l'auteur n'omet certes pas de dire qu'il a contribué à libérer le peuple des privilèges lors de la Nuit du 4 août (à Versailles), mais rien n'est dit de la loi qui est restée attachée à son nom et qui fut qualifiée par Marx lui-même de « coup d'État bourgeois » contre le peuple. À la décharge de l'auteur, là encore, il faut dire que la plasticité du terme « peuple » est redoutable et condamne à godiller entre les différentes acceptions du terme si l'on n'y prend garde. Ici, l'auteur choisit au fond de ne pas choisir en affirmant d'emblée qu'une « histoire populaire [est] celle d'une ville et de ses habitants » (p. 4). Avec ce postulat, l'histoire populaire de Rennes est sans doute condamnée à ne pas être différente des histoires de Rennes publiées depuis celle dirigée par Jean Meyer en 1972. Chemin faisant, on peut d'ailleurs se demander si une histoire authentiquement populaire est vraiment opératoire. Il est ainsi possible qu'il soit préférable de resserrer le propos sur une catégorie moins difficile à définir (les pauvres, les ouvriers, par exemple), ou alors de faire de l'histoire sociale de bas en haut. Mais il faut aussi reconnaître que, dans les deux cas, ceci implique de lents et lourds dépouillements d'archives qui conduisent à des résultats qui ne permettent que rarement de briller dans les médias, les vitrines des libraires, les dîners en ville ou aux comptoirs des cafés, bref, à être lu, ambition légitime pour un éditeur dans un marché qui n'est pas facile. On peut d'ailleurs se demander, mais ce n'est qu'une hypothèse, si, à quelques mois des élections municipales auxquelles l'éditeur de l'ouvrage, Jean-Marie Goater, n'est pas indifférent, ce livre de vulgarisation (de *vulgus*...), n'est pas destiné à donner certaines clefs de lecture aux candidats et aux électeurs, ou au moins à certains d'entre eux. À ce titre, cet ouvrage agréable à parcourir est un bon témoignage du caractère vivant de l'histoire régionale et de la richesse de ses appropriations multiples.

Gauthier AUBERT

Alain CROIX, Thierry GUIDET, Gwenaël GUILLAUME et Didier GUYVARC'H, *Histoire populaire de la Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, 492 p.

Déjà auteurs d'une *Histoire populaire de Nantes* également parue aux Presses universitaires de Rennes, Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume et Didier Guyvarc'h s'attaquent cette fois-ci à une *Histoire populaire de la Bretagne*. Ce faisant,

ils s'inscrivent dans une tradition ouverte par Howard Zinn (*Une Histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2002 pour la traduction française, 1<sup>re</sup> éd. américaine en 1980) et en France par Michèle Zancarini-Fournel (*Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016) et plus récemment par Gérard Noiriel (*Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2018).

Après une introduction qui précise les bornes chronologiques de l'ouvrage – le choix fait ici est de partir de la préhistoire pour « arracher le peuple à la nuit des temps » –, esquisse une première définition des classes populaires et expose quelques choix méthodologiques (volonté de s'adresser au plus grand nombre – ce qui explique le prix modique du livre –, de s'appuyer autant que faire se peut sur des sources originales donnant à entendre la voix du peuple, refus de considérer la Bretagne comme un tout indifférencié), l'ouvrage est organisé en dix-sept chapitres qui suivent un plan chronologique avec quelques entorses et chevauchements. Après deux chapitres assez classiques sur le Moyen Âge (« De la conquête romaine à l'an mille » et « Du XI<sup>e</sup> siècle à 1480 »), six chapitres sont consacrés à la période moderne si l'on y inclut la Révolution française, trois à la période 1480-1700 (« Ce qu'on appelle l'Âge d'or », « Vivre », « Croire : un univers magique »), un aux années 1480-1675 (« Souffrir, ou l'envers de l'âge d'or »). Un focus est fait ensuite sur le monde des villes pour la période 1700-1793 (chap. 7 : « Un nouveau monde naît dans les villes »), puis sur le monde des campagnes entre 1675 et 1793 (chap. 8 : « Les campagnes entre continuité et rupture »). Un dernier chapitre est consacré à la Bretagne en Révolution (chap. 9, « la Révolution : le grand choix », 1793-1801).

Le choix des césures chronologiques s'explique par des critères socio-économiques (ainsi des années 1480 – qui ne seraient pas marquées par la fin de la principauté bretonne, qui n'aurait eu aucune incidence pour le peuple mais, grâce à la paix retrouvée, par le début d'une forte croissance, un « âge d'or » de la province – et de 1675, qui aurait vu la fin de ce dernier), politiques (avec 1793 qui marquerait le véritable début de la politisation des campagnes avec la révolte des paysans contre la levée en masse et des villes avec la prise de parole des classes populaires), religieux avec 1801 quand la signature du concordat permet au clergé de repartir à la conquête du peuple. La date de 1700 est retenue comme un moment de rupture pour les campagnes et les villes sans que la raison de ce choix soit clairement explicitée. Ce découpage amène à faire revivre la révolte du papier timbré et des Bonnets rouges dans deux chapitres distincts, sous l'angle urbain (chap. 7) puis rural (chap. 8).

La période contemporaine est évoquée ensuite en sept chapitres avec certains décalages chronologiques, là aussi. Le XIX<sup>e</sup> siècle est traité en trois chapitres qui s'intéressent tour à tour au monde rural jusqu'à la crise de l'industrie textile (chap. 10, « L'apogée du monde rural », vers 1800-1870) ; au désenclavement des campagnes du fait du développement des transports, de l'émigration, du service militaire, des

progrès de l'instruction publique, d'une première ouverture aux innovations agricoles (chap. 11, « Au temps du chemin de fer : crispations et ouverture du monde rural, vers 1850-1900 »), avant qu'un chapitre ne soit dédié au peuple citadin et maritime (chap. 12, « La mer, l'usine, le mouvement ouvrier »). Le découpage du *xx<sup>e</sup>* siècle, qui s'ouvre avec la formation de l'image du plouc et avec la crise des inventaires, est scandé par les guerres (chap. 13, « Bleus, Blancs, Rouges et tricolores », 1900-1918 ; chap. 14, « De la guerre à la guerre », 1918-1944), les Trente Glorieuses qui ont mis du temps à faire sentir leurs effets en Bretagne (chap. 15, « De si tardives Trente Glorieuses ») jusqu'à ce que la région ne bascule elle aussi dans la société de consommation tout en affichant son identité (chap. 16, « La fierté d'être breton »). En s'inspirant du titre d'un récent ouvrage de Jérôme Fourquet, le dernier chapitre (17) questionne la notion d'archipel breton en évoquant tour à tour l'immigration, les révoltes (Bonnets rouges et Gilets jaunes), le mal-être des quartiers, les tentations radicales, le destin tragique de Laëtitia et plus bizarrement l'épisode de Notre-Dame-des-Landes, dont on ne sait en quoi il a été un moment significatif de l'histoire populaire de la Bretagne. L'ouvrage est complété par une chronologie qui met en parallèle les grandes dates de l'histoire de la Bretagne et le « temps du peuple ».

L'originalité de ce livre n'est pas tant de s'intéresser aux classes populaires – car, comme l'écrit Gérard Noiriel, « il ne serait pas honnête de faire croire au grand public que l'histoire universitaire occulterait encore tous les exclus du passé » (p. 8) – mais de consacrer un livre entier au sujet, de faire la synthèse des principales recherches qui ont été menées sur ce thème en Bretagne et ailleurs, dont celles des auteurs de cet ouvrage qui reprennent nombre de développements de leurs ouvrages précédents. Sur le plan du contenu, il n'y a pas d'apport majeur et le souci principal est de transmettre les acquis de la recherche des dernières décennies à un large public (le livre se veut aussi histoire populaire par cette dimension-là). En dehors de la couverture qui offre finalement l'image ambiguë d'un peuple qui se déchire, on peut regretter l'absence d'illustrations d'autant que des passages font des commentaires de certaines d'entre elles, que l'on ne connaît pas forcément.

Des noms d'historiens sont cités au fil des chapitres mais on peut regretter qu'il n'y ait pas de notes de bas de page, ni surtout de véritable bibliographie en fin d'ouvrage. Les noms cités dans les remerciements, à quelques exceptions près, sont ceux d'étudiants et étudiantes de mémoires de recherche ou de thèses de Brest, Rennes ou Nantes, présentés comme un « peuple » historien qui est ainsi implicitement, un peu vainement, opposé à une élite historienne qui serait constituée par les enseignants-chercheurs de ces mêmes universités soupçonnés de ne s'intéresser qu'à la Grande Histoire, ce qui est oublier un peu vite que ceux-ci ont souvent donné et « dirigé » les travaux faits par les premiers (que l'on pense notamment à Jean Tanguy à Brest, qui n'est que trop rarement cité dans ce livre), qu'ils n'ont pas tous joué aux mandarins et qu'ils n'ont pas, pour certains d'entre eux, oublié leurs origines populaires. On aimerait à ce propos, comme le fait Gérard Noiriel,

en connaître davantage sur les auteurs de cette *Histoire* car comme l'écrivait Albert Camus dans sa préface à la réédition de *La maison du peuple* de Louis Guilloux : « nous sommes quelques-uns à tolérer avec gêne qu'on puisse parler de la misère autrement qu'en connaissance de cause ».

Le point de vue des auteurs est surtout un point de vue d'urbain, de Nantais pourrait-on préciser – l'*Histoire populaire de Nantes* constitue une source d'inspiration de nombre de développements (et Nantes est ainsi pleinement intégrée à la Bretagne, ce qui ne laisse pas de faire sourire quand on sait que certains des auteurs ne sont pas d'ardents défenseurs d'une région à cinq départements) – plutôt que de Bas-Breton. Malgré de belles pages sur la vie rurale et sur la culture paysanne (p. 260-261), la ville est considérée comme le lieu où s'effectuent les principaux changements. Ce point de vue aurait pu être nuancé en élargissant l'équipe de rédaction de l'ouvrage à un spécialiste du monde agricole, d'autant que les classes populaires en Bretagne ont été pendant très longtemps à dominante rurale, que l'évolution des paysans a influé sur celle de l'ensemble de la région, de « l'âge d'or » de l'époque moderne (qui s'est prolongé au-delà, ne serait-ce que sur le plan démographique avec des campagnes densément peuplées) à la crise actuelle du « modèle breton », en passant par les difficultés du second XIX<sup>e</sup> siècle. L'industrie est née bien souvent dans les campagnes, dans le cadre d'une pluriactivité ; les ouvriers ont gardé très longtemps des liens avec les campagnes où ils avaient été recrutés, comme les gens de mer. On sait aussi que la fin du monde des paysans a eu des conséquences culturelles très importantes, ne serait-ce qu'avec la mise en péril de la langue bretonne.

L'ouvrage fourmille, et c'est sans doute l'un de ses principaux intérêts, d'exemples de *Vies minuscules*, pour reprendre le titre du beau livre de Pierre Michon, qui révèlent une excellente connaissance des archives. On découvre ainsi au fil des pages Jeanne Cornouaille qui vend des bananes à Nantes en 1571 ; le marchand de café malouin Moustafa, originaire sans doute du Maghreb ; Suzanne Léon, qui dépose son enfant devant la maison de son séducteur en 1673 ; Marie Gauffeny, paysanne de Plélo, qui se rend à pied à Versailles en 1773 pour obtenir justice du duc d'Aiguillon et tant d'autres que l'on ne peut citer ici. Comme annoncé en introduction, un effort est fait pour donner la parole aux gens du peuple, même si l'approche se fait plus littéraire pour le XX<sup>e</sup> siècle avec les références aux ouvrages de Jean Rohou (Pierre-Jakez Hélias, qui est soupçonné d'avoir idéalisé la société paysanne traditionnelle, est moins utilisé, ce qui est faire une lecture un peu rapide du *Cheval d'orgueil*, du fait sans doute du succès public qu'il a rencontré), de Louis Guilloux (qu'il ne faudrait pas réduire toutefois à *La maison du peuple* car son œuvre propose plus largement une réflexion sur la condition humaine), de Dorothee Letessier du *Voyage à Paimpol*, de Joseph Pontus (*À la ligne. Feuilles d'usine*) et d'Ivan Jablonka dont le livre *Laëtitia* n'est toutefois pas vraiment un témoignage sur les conditions de vie des classes populaires mais une reconstitution, partiellement romancée, du destin tragique d'une fille du peuple par un historien-sociologue. On peut regretter l'absence de toute mention de

Jean-Pierre Calloc'h qui, quoi que l'on puisse penser par ailleurs de son parcours, a incontestablement écrit l'un des plus beaux poèmes sur le peuple des marins en Bretagne avec « *Me zo ganet e kreiz ar mor* », repris par Yann-Fañch Kemener, lui aussi « fils du peuple », dans son dernier disque et auquel l'*Histoire populaire de Bretagne* rend justement hommage (p. 437-439).

Si les auteurs de l'ouvrage sont des hommes, une grande place est faite dans les différents chapitres aux femmes, à leurs dures conditions de vie – qu'elles soient prostituées, bonnes, épouses de paysans aux charges multiples, ouvrières des conserveries... –, à leur univers (p. 118-120), à leurs rêves et à leurs tentatives d'émancipation. On note aussi un souci de ne pas faire une lecture trop manichéenne de l'histoire – avec des pages très nuancées notamment sur la chouannerie (p. 229) –, ni de donner une vision idyllique ou misérabiliste du peuple avec l'insistance ici et là sur la tendance de certaines de ses composantes à rechercher, en cas de crise, des boucs-émissaires à leurs problèmes (caquins, marranes portugais à Nantes, protestants, immigrés...), voire à vivre aux dépens de plus malheureux qu'elles – ainsi de ses marins du port de Nantes participant à la traite négrière –, sur la capacité aussi du peuple à s'imposer parfois aux dominants, grâce à la peur qu'il pouvait leur inspirer (p. 167), sur la honte aussi d'être pauvre (p. 165). Certains jugements mériteraient toutefois, à tout le moins, d'être nuancés comme celui formulé, p. 153, que la Renaissance ne « concerne pas le peuple », ou que les premières années de la Révolution n'ont en rien profité aux classes populaires (p. 195), voire que tous les soldats d'Ancien Régime n'avaient aucun idéal (p. 158).

Les inégalités existant au sein du peuple sont soulignées elles aussi à plusieurs reprises. Peut-être aurait-il fallu toutefois donner une définition plus précise de ce terme de peuple. Celle qui est fournie en introduction est courte et peu convaincante. Au fil de l'ouvrage, des caractéristiques du peuple sont dégagées par petites touches : pour l'époque moderne, il s'agirait de la non-soumission à l'impôt, de l'exclusion de tout pouvoir politique (municipal, provincial), de l'illettrisme (75 % d'illettrés brestois vers 1700, 60 % à Nantes, Rennes ou Saint-Malo), de la lutte quotidienne pour la survie, de la condition d'exploité et de dominé, dernières caractéristiques qui restent valables pendant la majeure partie de l'époque contemporaine. Les gens du peuple seraient ces « gens-là » de Jacques Brel qui doivent compter au jour et le jour et dont les lendemains ne sont jamais assurés, ceux pour qui aussi « vivre, c'est ne pas mourir » (p. 327).

Conscients du manque d'une définition précise, les auteurs reviennent sur ce point en conclusion (p. 460 *sqq.*), ce qui paraît bien tardif, pour affirmer qu'ils ont utilisé le mot « peuple » dans son sens social courant : « la part de la population dont le sort, la vie, dépend d'acteurs sociaux qui constituent une élite ». Les pauvres en constitueraient l'élément « central et permanent » (p. 461) et il conviendrait d'y ajouter, selon les périodes, d'autres catégories, qui ne sont pas précisément nommées. Ils précisent que sur la longue durée le couple « peuple-élites » est une évidence,

à tel point qu'ils se posent la question de l'autonomie d'une histoire du peuple par rapport à une histoire totale, ce qui conduit à se demander s'il est possible d'écrire une histoire populaire sans évoquer et sans définir le groupe des dominants et sans décrire les rapports complexes qu'ils peuvent entretenir avec le peuple. Pour surmonter cette difficulté, les auteurs ajoutent qu'ils ont privilégié une approche sociale du peuple jusqu'à la Révolution française avant d'y intégrer ensuite une dimension politique, tout en reconnaissant, à la suite de Pierre Rosanvallon, le maintien d'un écart, rarement comblé, entre le peuple souverain et le peuple-société. La définition du peuple reste somme toute flottante comme celle des élites. L'instituteur de Pierre-Jakez Hélias est montré comme un notable à la différence de celui qui enseigne aujourd'hui dans une ZEP, mais que faire de l'instituteur d'Albert Camus (et dont on pourrait retrouver l'équivalent en Bretagne), contemporain de l'auteur du *Cheval d'orgueil*, qui a joué un rôle essentiel dans son émancipation intellectuelle, comme tant d'autres hussards noirs de la Troisième République à l'égard d'élèves issus de milieux modestes ? À force d'opposer un peuple à des élites indifférenciées, il y a le risque de verser dans un certain populisme, sinon dans le roman populaire.

Pour sortir de ces ambiguïtés, peut-être aurait-il fallu procéder comme Gérard Noiriel qui, plutôt que d'adopter le point de vue des dominés, a privilégié « l'analyse de la domination, entendue comme l'ensemble des relations de pouvoir qui lient les hommes entre eux » (p. 9) et, en s'inspirant des travaux de Norbert Elias, a envisagé l'histoire comme un processus « multimillénaire au cours duquel les individus ont noué des liens d'interdépendance de plus en plus étendus ». C'est ce qui l'a conduit à commencer son histoire de France à la fin du Moyen Âge, au moment où l'État monarchique s'est imposé. Reprendre une semblable démarche pour la Bretagne aurait conduit à débiter l'enquête là aussi aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles et non à la préhistoire – ce qui paraît peu sérieux –, quand les ducs de la famille Montfort ont mis en place un impôt permanent (ce qui a donné les sources fiscales auxquelles il est fait référence à plusieurs reprises dans l'*Histoire populaire de Bretagne* et sans lesquelles il serait difficile de connaître le niveau de vie des habitants au bas Moyen Âge) et des structures institutionnelles auxquelles ont été soumis progressivement la majeure partie des Bretons et qu'ils n'ignoraient pas, si l'on en juge par certains exemples comme celui de ces paroissiens du sud de la Loire qui allaient au XVI<sup>e</sup> siècle, avec croix et bannières, à Nantes pour obtenir des rabais de feux des magistrats de la chambre des comptes ou de ceux de Saint-Gildas-de-Rhuys, cités dans l'*Histoire populaire*, qui font appel en 1636 au parlement de Bretagne d'un jugement rendu en faveur des moines de l'abbaye (p. 85). Cela aurait permis de comprendre les évolutions qui se sont produites par la suite avec le passage de la dépendance à un pouvoir souverain ducal puis royal, avant que la Révolution ne mette fin à la province et ne donne lentement naissance au citoyen.

Cela aurait permis enfin de faire un peu d'histoire politique avant 1789 : des paysans se sont bien révoltés en 1490 contre la hausse de la fiscalité imposée par Anne de Bretagne ; d'autres, trois ans plus tôt étaient venus à Nantes au secours

de son père, sans que l'on sache bien pourquoi. Si Nantes subissait bien la peste en 1532 lors de la signature de l'édit d'union, il n'empêche que cet acte a eu des conséquences pour l'ensemble de la population, ne serait-ce là encore que sur le plan fiscal puisqu'il est admis que les Bretons, dont certaines catégories du peuple, étaient moins imposés que les autres habitants du royaume. Les Bonnets rouges de 1675 n'ignoraient pas eux non plus les institutions provinciales comme en témoigne le fait qu'ils s'en soient pris à des fermiers du devoir et qu'ils aient demandé à se faire entendre par les états de Bretagne. La reconnaissance d'une culture politique au peuple sous l'Ancien Régime, comme l'ont fait des historiens anglo-saxons à l'instar de Mack P. Holt à propos des révoltés du Lanturlu de Dijon de 1630, est une manière aussi de lui restituer une dignité pleine et entière, sans tomber dans une quelconque nostalgie du passé. Les auteurs de *Histoire populaire de Bretagne*, à leur corps défendant pourrait-on dire, ne sont d'ailleurs pas tout à fait muets sur ce point, notamment quand ils font état de la diffusion de certaines nouvelles comme celle de la conclusion de paix entre le roi de France et l'empereur « Jacques » à tous les Quimpérois en 1556 (p. 112) ou de la mort d'Henri IV à tous ses paroissiens par le recteur de Béganne (p. 100).

D'une lecture agréable, cet ouvrage, malgré les interrogations qu'il suscite, les agacements qu'il provoque aussi parfois, mérite l'attention. Comme l'écrivait Howard Zinn, « La plainte du pauvre n'est pas toujours juste mais si vous ne l'entendez pas vous ne saurez jamais vraiment ce qu'est la justice » (p. 16). Ou pour reprendre la belle remarque d'Albert Camus que les historiens pourraient s'approprier : « J'ai toujours souhaité justement ne rien éluder et garder exacte une double mémoire. Oui, il y a la beauté et il y a les humiliés. Quels que soient mes défauts d'homme et d'écrivain, je voudrais ne jamais avoir été infidèle ni à l'une ni aux autres ». Puisse cette *Histoire populaire de Bretagne* susciter plus largement un regain d'intérêt pour l'histoire sociale, saisie dans toutes ses dimensions. Elle fournit en tout cas des éléments pour aller plus loin.

Dominique LE PAGE